PCF

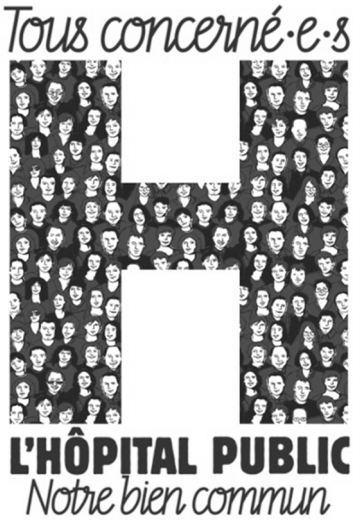
contact
et solidarité

SECTION DE MONTEREAU-VARENNES

mars 2018

Plan Hôpital :
le pire est à craindre

Devant la colère qui monte dans les hôpitaux et les EHPAD, le ras-le-bol grandissant que les parlementaires communistes recueillent dans leur "Tour de France des hôpitaux" démarré ce 12 février, Édouard Philippe a dû annoncer le lancement prochain d'une nouvelle réforme "globale, cohérente, méthodique" de l'ensemble du système de santé.



APPEL D'URGENCE
Ensemble, patient.e.s,personnels, ambulanciers, médecins, directeurs d'établissement, membres de comités de défense, élu.e.s, appellent la population à amplifier la mobilisation pour l'hôpital public !

RETROUVEZ LA PÉTITION
sur **change.org**
"appel d'urgence pour l'hôpital"

On verra ce que l'on verra. Mais, cette fois-ci, ce sera, paraît-il, la bonne, *"le temps des rafistolages est révolu. Il faut mettre de l'ordre"* pour l'équipe Macron.

Quand on connaît le goût de ce gouvernement pour l'austérité, la pensée de Mme Buzyn sur les 30% de soins hospitaliers qui ne seraient pas pertinents, les **4 milliards d'euros en moins en 2018** sur le budget de la santé, dont au moins 1,6 pour l'hôpital, le pire est à craindre quand on nous parle d'un vaste plan de *"transformation de l'offre de soins et qu'il ne s'agit pas de dépenser plus, mais mieux"*. Un plan qui risque d'être aussi funeste que celui de la réforme de l'action publique, "CAP 2022" annoncée en septembre dernier.

Lors des États généraux du progrès social, le 3 février dernier, les communistes ont invité largement à faire état des 1700 luttes locales qui poussent le Premier ministre à sortir du bois. Ils ont décidé de tout faire pour aider à la convergence de ces luttes, mais aussi à donner les bonnes réponses à la crise que rencontrent personnels et malades**.**

Il y a urgence à changer de logiciel, **à reprendre l'argent qui depuis des décennies passe de la Sécu dans les poches du patronat, à la financiarisation de la santé et de la protection sociale.**

Il y a urgence à écouter les professionnels de la santé, les syndicalistes, les comités de luttes, les patient.e.s, les élu.es pour construire une vraie solution. **C'est le sens du tour de France des parlementaires communistes** et de l'appel qu'ils et elles ont lancé sur change.org.

Il est possible et urgent de restaurer des **budgets de fonctionnement des hôpitaux publics**, d'effacer la dette inique, de mettre en place un vaste plan d'embauche avec des contrats sur des postes stables et qualifiés, d'engager de véritables négociations avec les formations syndicales sur l'organisation et les conditions de travail.

Tous ensembles, nous pouvons gagner une vraie politique hospitalière publique en France.

Parti communiste français 96 avenue Albert Gravé 77130 VARENNES SUR SEINE
☎ 01.64.32.51.29 (répondeur) pcf.montereau@laposte.net site internet : *seine-et-marne.pcf.fr/*

La réforme du bac expliquée

Ce qu'amène la réforme :

↳ **La fin du Bac comme premier grade universitaire** : le Bac devient un simple diplôme de fin d'études, sans valeur intrinsèque, comme le Brevet des Collèges, alors qu'il marquait l'entrée dans le supérieur.

↳ **Le contrôle continu pour passer le bac : un bac "maison" : l**es épreuves nationales et anonymes sont remplacées par une scolarité notée en CCF (**C**ontrôle en **C**ours de **F**ormation) à l'intérieur de l'établissement, Cela aboutit à des diplômes d'établissement, où seule compte la "réputation" de tel ou tel lycée. C'est la porte ouverte à toutes les discriminations sociales !

↳ **L'introduction d'une sélection déguisée à l'entrée dans le Supérieur** : le supérieur recrutera (ou pas) sur des critères opaques et rien ne garantira un traitement équitable des élèves.

↳ **La suppression de la reconnaissance du diplôme :** la généralisation des évaluations en compétences floues et relatives aux établissements permet de supprimer le Bac comme diplôme reconnu dans les conventions collectives. La certification, donnée à travers un diplôme, constitue une reconnaissance juridique des compétences des salarié(e)s. L'enjeu est énorme, dés lors que cette connaissance doit donner lieu à une classification et une rémunération correspondante dans l'entreprise ou dans la branche professionnelle.

↳ **Une baisse dès cette année de 20% des postes au concours de recrutement :** telle est la vraie raison de ces mesures, faire des économies budgétaires sur le dos de l'éducation en prévoyant de nombreuses suppressions de postes à moyen terme. Qui peut encore croire à l'augmentation du nombre de places dans ce contexte? Pouvons nous encore croire que nos enfants aient toutes les chances de réussir dans des classes surchargées ?

Réformes du code du travail et du lycée : même objectif !

↳ Lycéens, étudiants, salariés isolés sans référence collective et sans aucun moyen de se défendre. Accord d'entreprise primant sur la convention collective = diplôme d'établissement remplaçant un examen national anonyme.

Décryptons la propagande bien huilée de cette réforme

"Pour réduire l'échec à l'entrée en licence, définissons les "attendus" et les contrats de réussite."

● Les "attendus", doit être simplement la réussite au Bac !

Pour expliquer l'échec en licence, il faut tenir compte :

- de la baisse des exigences au Bac et de la forte réduction des horaires disciplinaires depuis 2010.
- de la réduction de la formation des Bac Pro de 4 à 3 ans dont 22 semaines en entreprise avec une évaluation quasi exclusive en CCF, aboutissant à un niveau réel qui ne répond plus aux attentes de l'enseignement supérieur.

"Prenons en compte le projet et le profil de chacun grâce à un enseignement modulaire."

●Toutes les garanties d'équité d'une évaluation anonyme et nationale auront disparu.

L'éclatement de la formation initiale, c'est :

- la fin des références nationales à un contenu de diplôme universellement connu et reconnu.
- des certifications et des diplômes liés aux établissements, avec une accentuation des inégalités sociales devant l'école.